

I. Pourquoi s'intéresser à l'urbanisation et à la transformation des zones rurales et aux incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition

1. Plus de 50 pour cent de la population mondiale, soit environ 3,9 milliards de personnes, vivent aujourd'hui dans des villes et des grandes agglomérations classées comme urbaines, et ce chiffre devrait passer à 66 pour cent d'ici 2050ⁱ. Parallèlement, la dynamique des systèmes alimentaires évolue et le nombre de producteurs et de consommateurs ruraux et urbains est en constante augmentation. Il est donc peut-être nécessaire, dans ce contexte, de procéder à une nouvelle réflexion sur la nature des politiques à suivre pour réaliser l'objectif de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. On remarque également que les différences entre zones rurales et zones urbaines s'estompent, au point qu'il apparaît désormais urgent d'appliquer des approches plus intégrées pour atteindre cet objectifⁱⁱ. Cependant, les effets directs et indirects que les citadins, qui devraient être 6,5 milliards en 2050, auront sur les systèmes alimentaires sont mal connusⁱⁱⁱ, tout comme la nature des politiques qu'il faut appliquer pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition compte tenu de ces nouvelles dynamiques. Les projections relatives à l'urbanisation et la transformation rurale mettent en évidence un certain nombre de défis à relever et d'opportunités à saisir. On constate également que de très nombreux liens unissent urbanisation, transformation des zones rurales et sécurité alimentaire, mais que seuls deux liens sont vraiment bien compris: l'urbanisation et l'évolution des régimes alimentaires d'une part, et l'expansion urbaine et la diminution de la superficie des terres cultivées d'autre part^{iv}. Plus précisément, la façon dont l'urbanisation touche les producteurs, en particulier les 500 millions de petits exploitants agricoles qui fournissent 70 pour cent de la production alimentaire mondiale^v, reste un des effets les moins compris du développement urbain^{vi}.

2. Un examen de la situation des pauvres dans le monde montre qu'environ 78 pour cent de ceux qui vivent avec moins de 2 USD par jour habitent en milieu rural et que 63 pour cent des plus démunis travaillent dans l'agriculture^{vii}. Par ailleurs, la pauvreté dans le monde est de plus en plus localisée dans les centres urbains, mais les systèmes de mesure actuels ne permettent pas toujours de la quantifier de façon précise^{viii}. ONU-Habitat estime qu'environ 45 pour cent de la population urbaine des pays en développement vit dans des bidonvilles, ou dans des ménages qui n'ont pas le minimum pour vivre décemment, à savoir un espace suffisant, des constructions robustes, une eau de qualité, un statut de résident permanent et de meilleurs services d'assainissement^{ix}. Pour certains, la sécurité alimentaire est une question qui se pose aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales, mais de façons différentes^x. En outre, le nombre considérable de personnes déplacées et de réfugiés (60 millions), qui est le plus élevé jamais enregistré, crée une pression supplémentaire sur ces deux types de zones. Ces dynamiques montrent qu'il faut, pour parvenir à la sécurité alimentaire et la nutrition, trouver des solutions visant les pauvres ruraux et urbains, mais surtout renforcer les capacités pour faire face à l'augmentation et aux déplacements des populations.

3. On s'est progressivement rendu compte, au cours de ces quarante dernières années, qu'il était nécessaire d'élaborer des politiques, de réaliser des études sur les liens intersectoriels et d'analyser les systèmes interdépendants et leurs incidences sur les zones rurales et urbaines. De fait, l'expérience dont on dispose pour faciliter l'adaptation des approches intégrées afin de faire face aux défis et aux opportunités que présentent l'urbanisation et la transformation est désormais considérable. Ainsi, l'accord sur les objectifs de développement durable (ODD)^{xi} (en particulier 1, 2, 11 et 17) ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la deuxième Conférence internationale sur la nutrition^{xii}, l'adoption, à la Conférence Rio+20^{xiii}, d'un cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, la signature du Pacte de Milan sur la politique alimentaire en milieu urbain^{xiv}, le communiqué du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture au huitième Sommet des Ministres de l'agriculture à Berlin^{xv}, la prochaine conférence Habitat III^{xvi} et les enseignements tirés des travaux en cours sur les liens entre zones urbaines et rurales, «les systèmes alimentaires ville-région» et les approches territoriales^{xvii} sont autant de preuves de l'intérêt de plus en plus soutenu porté aux politiques intégrées qui peuvent traiter les problèmes et les opportunités qui

découlent, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales, et de la nécessité de les appliquer.

II. Objectif et méthode

4. Dans le cadre de son programme de travail pluriannuel pour 2016-2017, le CSA a été chargé d'organiser un forum sur l'urbanisation, la transformation des zones rurales et les incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition «afin de faire mieux comprendre les enjeux, de déterminer les principaux domaines dans lesquels il convient de prêter une attention particulière au niveau des politiques et de définir les rôles possibles du CSA». Les résultats et réalisations du Forum seront examinés et analysés par des participants du CSA au sein d'un groupe de travail ponctuel à composition non limitée qui consacrera une ou deux journées, en fonction des besoins, au recensement des défis à relever et des mesures stratégiques qui pourraient contribuer à éliminer les contraintes existantes. Les résultats de ce travail seront présentés pour approbation à la quarante-quatrième session du CSA en 2017¹.

5. L'objectif du présent document est de servir de base aux discussions du Forum. À ce titre, il i) fournit un bref résumé des principales incidences de l'urbanisation et de la transformation rurale sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ii) cerne les principaux domaines nécessitant une attention au niveau des politiques, iii) propose des options sur les rôles possibles du CSA.

III. Portée et structure

6. La question de l'urbanisation, de la transformation des zones rurales et des incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition étant de nature globale, presque tous les sujets traités antérieurement et actuellement par le CSA pourraient être classés sous ce thème ou le concerner à certains égards. La mise en application des orientations proposées dans les produits existants du CSA ainsi que dans ses travaux futurs permettront d'intervenir dans les domaines nécessitant une attention au niveau des politiques décrits dans le présent document.

7. L'objectif du présent document n'est pas de donner des réponses ou de tirer des conclusions définitives, mais plutôt de mettre en évidence les principaux domaines qui mériteraient peut-être d'être examinés par les décideurs, voire d'attirer leur attention, notamment ceux qui peuvent contribuer à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et qui sont directement liés aux nouvelles dynamiques associées à l'urbanisation et la transformation rurale.

8. Sa structure vise à présenter un aperçu des raisons de s'intéresser à l'urbanisation, à la transformation des zones rurales et aux incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, puis à décrire brièvement certaines des nouvelles dynamiques découlant de l'urbanisation et de la transformation rurale et à recenser les principaux domaines auxquels le CSA devrait prêter une attention particulière en ce qui concerne les politiques à suivre. Dans sa dernière partie, le document présente les options que le CSA pourrait retenir dans le cadre de sa fonction de coordination au niveau mondial.

IV. Principaux concepts

9. Les interactions entre les zones urbaines et les zones rurales sont liées à la circulation des personnes, des capitaux et des biens, à l'emploi, à l'information et la technologie, et reflètent les dynamiques économiques, sociales et environnementales^{xviii}. Les liens «ruraux-urbains» ont été définis comme étant constitués de flux (de biens, de personnes, d'informations, financiers, de déchets et de relations sociales) qui relie spatialement les zones rurales et urbaines, ou de liens fonctionnels entre

¹ Programme de travail pluriannuel du CSA 2016-2017, CFS 2015/42/12, par. 34-35.

les secteurs (agriculture, industrie et services)^{xix}, beaucoup de ces liens étant directement ou indirectement liés à l'alimentation et la nutrition^{xx}.

10. Chaque pays définit «urbain» et «rural» en utilisant des critères adaptés à son propre contexte national. Les critères utilisés sont notamment des critères administratifs, des critères économiques, des critères démographiques et des critères urbains liés au fonctionnement des zones urbaines^{xxi}. Il s'agit, par exemple, de la densité de population, de la présence d'une activité non agricole, ou de l'existence de rues pavées ou de bureaux de poste. La variabilité de ces critères a une incidence significative sur la capacité de comparer les zones «urbaines» à l'échelle mondiale. La nature complexe des villes peut être mieux saisie si l'on combine plusieurs critères pour définir les zones urbaines, une pratique de plus en plus utilisée par les pays^{xxii}. Les villes s'étendent également dans les zones péri-urbaines et rurales, estompant encore davantage les lignes entre ce qui est historiquement «urbain» et «rural». Beaucoup de zones qui étaient auparavant classées comme rurales ou péri-urbaines se développent rapidement, souvent d'une manière imprévue, et présentent un éventail de caractéristiques urbaines et rurales.

11. D'autre part, les zones rurales ont longtemps été définies comme des zones à faible densité de population où l'agriculture et d'autres activités primaires représentent une part importante de l'utilisation des terres, de l'emploi, du revenu et de la production économique^{xxiii}. Cependant, définir les zones rurales en ces termes n'est pas applicable à tous les pays, notamment en ce qui concerne les zones rurales des économies développées, où le secteur manufacturier, ou d'autres secteurs industriels, peuvent être très présents, et où les populations rurales ne dépendent peut-être pas beaucoup de l'agriculture. De même, la «culture urbaine» se retrouve dans de nombreuses zones rurales et de nombreuses zones périurbaines sont moins denses que des villages traditionnels^{xxiv}. On s'intéresse également de plus en plus au potentiel de production d'aliments en zone urbaine, grâce à l'agriculture verticale et aux jardins communautaires et suspendus, ce qui brouille encore davantage les lignes entre les zones urbaines et les zones rurales.

12. Le renforcement des liens ruraux-urbains présente, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, un certain nombre de défis à relever et d'opportunités à saisir. Il pourra s'effectuer dans le cadre d'activités complexes et interdépendantes menées dans les systèmes alimentaires², notamment:

- en augmentant (ou non) la productivité (dans l'agriculture et/ou dans le cadre d'une transition vers des secteurs plus productifs) grâce à la technologie ou des investissements plus importants;
- en créant des emplois/revenus (ou non) grâce aux augmentations de la productivité, aux activités non agricoles, et/ou à une plus grande proximité des marchés;
- en facilitant l'accès (ou non) à des produits plus diversifiés, notamment des aliments nutritifs et moins nutritifs;
- en facilitant l'accès (ou non) à des ressources naturelles de qualité (saines, salubres et productives);
- en facilitant l'accès (ou non) à des services et des infrastructures de qualité.

13. Il est impossible traiter un de ces domaines sans que cela ait une incidence sur les autres. En outre, l'urbanisation et la transformation des zones rurales présentent à la fois des défis et des opportunités pour les zones urbaines et rurales elles-mêmes. Par exemple, l'urbanisation peut entraîner une augmentation des revenus et faciliter l'accès aux services. Mais elle peut aussi se traduire par un

² Les systèmes alimentaires englobent l'éventail complet des activités liées à la production, à la transformation, à la commercialisation, à la vente au détail, à la consommation et à l'élimination de produits, alimentaires et non alimentaires, issus de l'agriculture, de l'élevage, du pastoralisme, de la pêche, notamment l'aquaculture, et de la foresterie, y compris les intrants nécessaires et les produits générés à chacun de ces stades. Entrent également en jeu une multitude de parties prenantes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou d'institutions, ainsi que l'environnement sociopolitique, économique, technologique et naturel dans lequel se déroulent ces activités.

renchérissement du coût de la vie, une dégradation de la qualité de l'eau et d'autres ressources naturelles, et un déclin des zones rurales. De l'avis général, il est difficile de parvenir à une croissance économique durable sans urbanisation. Cependant, des études montrent également qu'entre 1970 et 2000, l'urbanisation qui s'est produite dans certains pays d'Afrique subsaharienne s'est accompagnée d'une contraction économique. De même, la transformation des zones rurales peut avoir des incidences très positives du point de vue de l'accès aux services et à des revenus plus élevés. Elle peut aussi déboucher sur une urbanisation mieux maîtrisée mais également contribuer à la marginalisation de certaines régions et à la création de poches de pauvreté. Ce n'est qu'en traitant les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones rurales et urbaines que l'on pourra briser le cycle de la vulnérabilité et tirer pleinement profit des possibilités offertes par l'urbanisation et la transformation rurale.

V. Domaines prioritaires

14. Les nouvelles dynamiques rurales-urbaines représentent, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, un certain nombre de difficultés et d'opportunités, mais elles s'inscrivent elles-mêmes dans des problématiques plus cruciales et des tendances plus générales qui sont liées à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Beaucoup de ces questions ont également fait l'objet de travaux antérieurs du CSA.

Droits de l'homme³

15. De nombreux droits de l'homme sont concernés lorsque l'on évalue les liens ruraux-urbains, notamment le droit à l'alimentation, le droit à l'eau, le droit à la santé, le droit à un logement décent, le droit à l'éducation, le droit au travail et à la sécurité sociale, le droit à l'information, et le droit de prendre part aux affaires publiques, et tous ces droits sont directement liés à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Bon nombre de ces droits sont menacés, en particulier dans les zones d'habitation informelles et/ou parmi les migrants clandestins et les réfugiés, dans les villes comme dans les campagnes. Les expulsions forcées, le manque d'eau potable et d'installations sanitaires, et l'augmentation des cas de violence ou de conflit figurent parmi les violations des droits de l'homme liées à l'urbanisation et à la transformation des zones rurales. Le droit à l'alimentation et le droit à l'eau et à l'assainissement sont particulièrement pertinents compte tenu des nouveaux défis que représente la malnutrition pour les populations urbaines et rurales.

16. Il est donc capital, pour améliorer durablement la sécurité alimentaire et la nutrition dans le continuum rural-urbain, que tous les acteurs de la gouvernance (décideurs, parties prenantes, entités) accordent une attention particulière aux droits de l'homme. Cela suppose d'adhérer aux obligations relatives à ces droits et à des principes tels que la participation, la responsabilisation, la non-discrimination, la transparence, la dignité humaine, l'autonomisation et la primauté du droit. Toutefois, les responsables locaux n'ont souvent pas la capacité de faire le lien entre les droits des personnes et la réalisation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ou ne connaissent pas bien le processus participatif qui permet d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition^{xxv}.

Groupes et individus vulnérables⁴:

17. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition restent concentrées dans les zones rurales, mais il devient impératif de comprendre qui est confronté aux problèmes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines. Les conséquences de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales seront les plus inévitables lorsque les mêmes groupes sociaux (à

³ Cadre stratégique mondial du CSA; Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

⁴ Groupe d'experts de haut niveau. 2012. La protection sociale pour la sécurité alimentaire: Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, (Italie).

savoir souvent les plus pauvres) seront exclus et des localités rurales et des localités urbaines. Les individus ou les groupes qui subissent l'exclusion sociale pour des motifs tels que le sexe, l'âge, l'origine ethnique, la race, la religion ou la classe sociale, ne bénéficieront pas non plus, en général, des possibilités offertes par un meilleur accès aux services et aux infrastructures, à l'emploi et aux débouchés rémunérateurs, et à des aliments nutritifs, un meilleur accès qui découle des liens entre zones rurales et urbaines, et ils auront beaucoup plus de mal à parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Par exemple, les enfants et les femmes peuvent être confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition différents dans les zones urbaines. D'après le Rapport mondial 2016 sur la nutrition de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, dans les zones rurales, les enfants âgés de moins de cinq ans présentent généralement une plus forte prévalence du retard de croissance dans les pays à faible revenu, un problème qui est de plus en plus préoccupant dans les zones urbaines, plusieurs pays déclarant au moins 30 pour cent de prévalence chez les enfants des villes. Le rapport indique également que l'obésité qui frappe les femmes âgées de 19 à 49 ans est proche de 50 pour cent dans les zones urbaines de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

18. Aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les personnes vulnérables sont souvent des personnes employées dans des secteurs informels, de nouveaux arrivés (y compris des réfugiés et des personnes déplacées), des ménages sans terres ou disposant de peu de terres, des ménages ayant une femme à leur tête, des enfants et des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées ou malades, et des ménages ayant de faibles revenus et peu de ressources. Chacun de ces individus/groupes est vulnérabilisé par les crises, notamment les catastrophes naturelles, les troubles civils, et les flambées épidémiques. Le recensement des vulnérabilités individuelles, et comment elles diffèrent selon le lieu (ville ou zone rurale), permettra de mieux prendre en compte tous les individus lors de la conception des politiques^{xxvi}. Cependant, le manque de données ventilées et localisées (à petite échelle) et la plus grande mobilité des personnes entre/dans les zones rurales et urbaines ne permettent pas de définir et de cibler facilement les interventions en faveur des plus vulnérables.

Les femmes⁵:

19. Les problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition associés aux liens ruraux-urbains sont souvent plus graves pour les femmes et les filles, qui représentent les trois cinquièmes du milliard de personnes considérées comme les plus pauvres de la planète, parce qu'elles sont également confrontées à d'autres difficultés, notamment pour participer aux processus de décision et accéder aux ressources et aux services adaptés à leurs besoins^{xxvii}. Pour les femmes, qui grâce à elles peuvent accéder plus facilement à l'emploi et aux services^{xxviii}, l'urbanisation a souvent été synonyme de plus grande indépendance, mais ce n'est pas toujours le cas. Cependant, il n'est pas toujours possible de faire la distinction entre les problèmes auxquels sont confrontées les femmes en milieu urbain et ceux auxquels elles font face en milieu rural, car les besoins des femmes et les débouchés qui se présentent à elles sont divers et dépendent à maints égards de leur niveau de revenu. De même, le risque existe de marginaliser les femmes rurales si l'accès aux services et la qualité de ces services ne sont améliorés que dans les zones urbaines.

20. Il est donc d'une importance capitale de respecter, de protéger et de réaliser les droits des femmes, en particulier leur participation équitable à la prise de décision, pour résoudre les problèmes posés par la sécurité alimentaire et la nutrition dans le continuum urbain-rural. Les femmes, en raison des rôles multiples qu'elles jouent en tant que producteurs, transformateurs et préparateurs/fournisseurs de denrées alimentaires pour leurs familles, sont également des acteurs clés de la lutte contre l'insécurité alimentaire. On sait, par exemple, que si les femmes bénéficiaient du même accès aux ressources que les hommes dans les zones rurales, les rendements pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent dans les exploitations et le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde pourrait diminuer de 12 à 17 pour cent^{xxix}. La situation de la femme est généralement en corrélation avec l'état nutritionnel des enfants parce que plus les femmes sont autonomes, mieux

⁵ CSA. 2011. Recommandations politiques sur la parité hommes-femmes, la sécurité alimentaire et la nutrition et Forum du CSA (2017) sur l'autonomisation des femmes.

nourries et mieux soignées, mieux elles peuvent prendre soin de leurs enfants. L'autonomisation des femmes joue également un rôle crucial dans la satisfaction des besoins alimentaires des ménages, d'autant que les habitants des zones rurales comme des zones urbaines sont de plus en plus dépendants des aliments achetés.

Les jeunes⁶:

21. De même, les jeunes méritent une attention ciblée lors de l'évaluation de l'incidence des liens ruraux-urbains sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Plus de 50 pour cent de la population mondiale est constituée d'enfants et de jeunes, soit environ 1,8 milliard de jeunes entre 10 et 24 ans^{xxx}. Environ 90 pour cent de ces jeunes vivent dans des pays en développement où l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont également plus élevées.

22. L'augmentation du nombre de jeunes ouvre des perspectives sur le plan du progrès social et économique mais pose également un certain nombre de problèmes. En effet, en 2013, soixante-treize millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage, les plus fortes proportions étant enregistrées en Afrique du Nord et en Asie occidentale. Or, de plus en plus de jeunes aspirent à être des acteurs du changement dans leurs communautés, en particulier les jeunes qui voyagent entre les villes et les zones rurales pour travailler et étudier, et qui jouent un rôle clé dans l'amélioration de la connectivité entre les milieux ruraux et urbains. Pour ouvrir de nouveaux débouchés, il faudrait cependant développer les compétences et les talents des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires au sens large, et veiller à ce que les jeunes aient accès aux terres et aux ressources pour stimuler leur envie de s'engager et d'investir. Il est donc capital de faire participer davantage les jeunes au continuum urbain-rural, notamment en rendant l'agriculture plus attrayante et plus rémunératrice dans les zones rurales et les zones urbaines, pour réaliser les objectifs de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Presque 2 milliards de jeunes gens feront partie de la population active dans les années à venir et l'âge moyen actuel des agriculteurs est proche de 60 ans dans les pays développés^{xxxi} tout comme dans les pays en développement^{xxxii}.

Changement climatique et résilience⁷:

23. Le changement climatique a des effets sur tous les aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour les personnes vivant dans les zones rurales et urbaines, même si leur répartition est inégale sur le plan géographique. Il a également une incidence sur la disponibilité de l'eau, le fonctionnement des écosystèmes, les cultures, l'élevage, les forêts et les pêches et ainsi que sur les régions qui sont extrêmement dépendantes de l'irrigation pluviale. Certaines projections indiquent une baisse moyenne de 2 pour cent de la productivité dans les prochaines décennies, et les effets du réchauffement seraient beaucoup plus importants dans les zones de forte croissance démographique^{xxxiii}. Le changement climatique aura enfin une incidence sur les infrastructures, notamment les sources d'énergie et les infrastructures utilisées pour le transport des biens et services entre les zones rurales et urbaines, en raison de plusieurs phénomènes météorologiques extrêmes et de températures plus élevées^{xxxiv}.

24. Dans le monde, les plus pauvres, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, sont ceux qui contribuent le moins au changement climatique, mais ce sont ceux également qui y sont le plus vulnérables car ils dépendent beaucoup plus des ressources naturelles, n'ont pas la possibilité d'accéder aux services et sont éloignés des centres. Beaucoup de groupements d'habitations informelles, où les revenus sont faibles, sont situées dans des zones sujettes aux inondations et aux glissements de terrain et dans lesquelles rien n'est prévu, ou si peu, pour l'assainissement, l'évacuation des eaux de surface et la collecte des déchets^{xxxv}. Certes, les émissions de gaz à effet de serre varient

⁶ CSA. 2015. Enrichissement des connaissances, des compétences et des talents des jeunes au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition Rome (Italie).

⁷ Groupe d'experts de haut niveau. 2012. Sécurité alimentaire et changement climatique: Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome (Italie).

considérablement à l'intérieur des villes et entre elles, mais ce sont bien les zones urbaines qui contribuent, directement et indirectement, à au moins 80 pour cent des émissions mondiales^{xxxvi}. Toutefois, les villes peuvent aussi trouver un moyen de tirer parti des efforts d'adaptation, d'atténuation, et d'amélioration des services^{xxxvii}. Le changement climatique aggravera les difficultés que représentent l'urbanisation et la transformation rurale pour la sécurité alimentaire et la nutrition, mais les deux processus offrent des moyens d'améliorer l'adaptation et l'atténuation en vue de réaliser les objectifs attendus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

VI. Nouvelles dynamiques nécessitant une attention au niveau des politiques

25. Une approche plus globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones rurales, périurbaines et urbaines et dans les systèmes alimentaires étant, de l'avis général, nécessaire, des thématiques plus larges et des domaines clés spécifiques qui pourraient permettre de réaliser cet objectif ont été recensés dans les publications scientifiques ou définis dans le cadre d'ateliers techniques et de consultations en ligne. La transformation des zones rurales et l'urbanisation présentent des défis à relever mais aussi des opportunités à saisir s'agissant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Par conséquent, les nouvelles dynamiques présentées dans cette section doivent être interprétées à la lumière des composantes de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition que sont, notamment, les disponibilités, l'accessibilité, et l'utilisation des aliments, dans des conditions de stabilité, le but étant d'assurer la viabilité à long terme du système alimentaire mondial^{xxxviii}.

Gouvernance

26. Gouvernance multi-niveaux, multisectorielle et multipartite: Des études de cas récentes indiquent que les thèmes de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont incorporés progressivement dans les politiques nationales, y compris les stratégies et politiques intersectorielles, mais que cela ne se traduit pas nécessairement par une collaboration intersectorielle au niveau de la mise en œuvre^{xxxix}. En outre, sachant qu'il est plus difficile de définir si les moyens de subsistance sont «urbains» ou «ruraux» et que les personnes les plus vulnérables, notamment les petits exploitants, touchent des revenus diversifiés provenant de différentes activités, il apparaît essentiel de pouvoir combiner les politiques et les programmes en s'appuyant sur une éventail de domaines de compétences pour réaliser les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. En clair, pour traiter les problèmes posés par la sécurité alimentaire et la nutrition dans un contexte particulier, il faut inclure dès le départ tous les décideurs du secteur public, notamment les ministères (agriculture, aménagement du territoire, commerce, travaux publics, santé, etc.). Il convient également de faire participer, pour la qualité de leurs contributions et aux fins de coordination, des ingénieurs, des urbanistes, des juristes, des médecins et des enseignants, et pas uniquement des spécialistes de l'alimentation et de la nutrition, même si leur contribution et leur participation restent essentielles. La coordination et la collaboration ne relèvent pas que du domaine public dans la mesure où les acteurs non étatiques jouent un rôle clé dans les soins de santé, les chaînes de valeur, les infrastructures, les services et l'éducation dans les zones urbaines et rurales. Par ailleurs, il est impératif de déléguer davantage de pouvoirs aux instances locales et de mieux définir leurs rôles dans la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones rurales et urbaines^{xl}.

- ◀ **Point principal:** Recenser les thèmes principaux ainsi que les enseignements tirés des initiatives existantes reposant sur des approches plus intégrées axées sur les territoires^{xli}, en mettant l'accent sur la collaboration multipartite et interministérielle horizontale et verticale.

27. Ne concerne pas uniquement les acteurs multipartites mais vise également ceux qui ont un intérêt direct: La tendance générale étant de mettre l'accent sur la participation multipartite et multisectorielle afin d'intégrer l'ensemble des acteurs des zones rurales et urbaines dans le processus d'élaboration des politiques et des interventions, la participation des personnes les plus vulnérables à la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire doit être mise en évidence car il s'agit d'un élément clé qui permet de veiller à ce que les politiques et les interventions soient inclusives et

équitable. L'inclusion et l'équité sont d'ailleurs des indicateurs déterminants qu'il faut ajouter au discours sur l'urbanisation et la transformation rurale, même s'ils restent vagues sur le plan concret. Des études récentes montrent que la participation des communautés ou des résidents à la planification^{xliii} facilite l'examen des questions liées à la gestion des terres et la viabilité, et produit des résultats qui sont plus satisfaisants pour ces différents acteurs^{xliiii}. Les ménages à faible revenu qui vivent dans les zones rurales et urbaines participent rarement aux activités de planification et d'élaboration de politiques, ce qui a des répercussions sur la qualité des infrastructures et des services censés répondre à leurs besoins^{xliiv}.

- ◀ **Point principal:** Mettre l'accent sur la participation des communautés, en premier lieu des personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition, à l'élaboration des interventions ou des programmes stratégiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Données

28. Données qui reflètent les nouvelles dynamiques et étayent les décisions prises en matière de politiques: Les systèmes actuels et les méthodes de collecte de données et d'analyse ne sont pas toujours adaptées aux nouvelles dynamiques que représentent, pour la sécurité alimentaire et la nutrition, l'urbanisation et la transformation du monde rural. La mobilité croissante et les migrations temporaires, les zones d'habitation informelles et les échelles diverses auxquelles sont souvent collectées les données sur la sécurité alimentaire et la nutrition font partie des nombreux problèmes de données qu'il faut résoudre pour traiter les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le continuum urbain-rural. En outre, il n'existe pas d'indice mondial publié de la sécurité alimentaire qui établisse une distinction entre les conditions de vie en zones rurales et en zones urbaines, ou qui soit ventilé pour tenir compte des différents effets de ces conditions. La création de l'indicateur de pauvreté et la relation avec les prix des produits alimentaires urbains est un exemple parmi d'autres de cette lacune. Des études de cas récentes ont souligné qu'il fallait obtenir des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en traitant la question des disparités géographiques à l'intérieur des frontières nationales^{xliv}. La croissance de la productivité, notamment dans l'agriculture, a permis de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans de nombreux pays, mais les zones de malnutrition aiguë et de pauvreté existent toujours et ne sont pas toujours prises en compte ou traitées de manière appropriée^{xlvi}. Concrétiser le droit à une alimentation adéquate pour tous et ne laisser personne pour compte ne pourra être réalisé que si les méthodes d'analyse et de collecte des données permettent de comprendre plus finement les domaines spécifiques de la vulnérabilité et les besoins qui en découlent. Il faut donc une ventilation et une granularité des données plus poussées pour bien saisir les différences entre les sexes, les jeunes, les zones géographiques, ainsi que des informations spécifiques sur les localités, notamment des données permettant de mesurer, le cas échéant, l'hétérogénéité dans les zones urbaines. Il faut également disposer de données plus intégrées dans tous les secteurs et faire en sorte que les données d'un secteur puissent interagir avec des données provenant d'autres secteurs (par exemple, la santé et l'agriculture).

29. Il faut enfin recueillir des données sur les systèmes alimentaires dans leur ensemble et ne pas se concentrer uniquement sur l'insécurité alimentaire ou la malnutrition. Des études pilotes et des travaux de recherche récents fournissent une piste à explorer, celle de l'analyse approfondie du «système alimentaire ville-région» qui met l'accent sur la nécessité d'analyser le contexte local et de recueillir des données quantitatives et qualitatives provenant d'un éventail d'acteurs locaux. Cette méthode permet d'éviter de se concentrer uniquement sur les ménages «pauvres» pour mieux déterminer les politiques interventionnistes qui viseront à traiter les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition^{xlvii}. Le rôle central des données dans l'élimination de la pauvreté et la promotion du développement durable est également reconnu dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'adoption des ODD et des activités de suivi et d'évaluation correspondants est une opportunité stratégique de classer par ordre de priorité les efforts déployés par les gouvernements pour réaliser des évaluations complètes de leurs capacités statistiques et de leur état de préparation pour assurer le suivi du programme.

- ◀ **Point principal:** Déterminer les principales lacunes dans la collecte et l'analyse de données
- ◀ **Point principal:** Recenser les moyens de recueillir des données sexospécifiques et plus localisées par la collecte et l'analyse participatives.

Modes de consommation et nutrition

30. Comprendre l'évolution des modes de consommation et leurs effets sur une alimentation saine et durable^{xlviii}. La demande de produits alimentaires, ce qui crée l'un des principaux liens entre les zones urbaines et les zones rurales. On note qu'une hausse des revenus est en corrélation avec la demande croissante d'aliments transformés. On note également que les achats de produits transformés augmentent dans les régions pauvres et rurales^{xlix}, et que les aliments achetés représentent plus de 50 pour cent de la valeur économique totale des aliments consommés dans les zones rurales d'Afrique et d'Asie. Ce pourcentage est constitué en partie de produits alimentaires transformés, qui représentent une part croissante des dépenses alimentaires dans les zones aussi bien urbaines que rurales. Le fait que la demande de produits transformés augmente le plus rapidement pour ceux qui vivent avec moins de 2 USD par jour^l mérite une attention particulière. Cela signifie que les personnes les plus vulnérables sont de plus en plus sujettes à l'instabilité des prix et à leurs effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition⁸. La malnutrition chronique est attribuée à des carences en micronutriments (fer, vitamine A, zinc, iode) qui sont dues à une consommation insuffisante d'aliments comprenant ces éléments nutritifs, même si l'absorption de calories est suffisante. En outre, le développement de la «faim cachée»⁹ et des maladies non transmissibles (MNT) telles que le diabète et les maladies cardiovasculaires est aggravé par la malnutrition, en particulier dans les zones urbaines, mais également, et de plus en plus, dans les petites agglomérations. On en déduit logiquement que les prix des aliments et la valeur nutritive des produits transformés accessibles à ceux qui vivent dans la pauvreté dans les zones rurales et urbaines sont des facteurs de plus en plus importants.

- ◀ **Point principal:** Élaborer des stratégies pour améliorer l'éducation nutritionnelle et sensibiliser les consommateurs.
- ◀ **Point principal:** Veiller à ce que les aliments nutritifs soient accessibles et d'un prix abordable dans les zones rurales et les zones urbaines.

31. Déterminer l'incidence de la croissance des marchés et des fournisseurs informels sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition: La sécurité sanitaire des aliments et la santé d'un grand nombre de pauvres ruraux et urbains sont menacées en grande partie par les risques environnementaux et l'absence d'infrastructures, notamment le manque, ou la mauvaise qualité, des équipements sanitaires et l'inaccessibilité ou la contamination des sources d'eau. Les aliments vendus par les marchands des rues jouent des rôles divers dans la sécurité alimentaire et la nutrition, et représentent souvent une grande partie des repas non préparés à la maison, en particulier pour les citadins pauvresⁱⁱ. La vente d'aliments est une possibilité de créer des revenus mais il existe des contraintes considérables dans ce domaine, notamment les infrastructures physiques médiocres, les risques environnementaux et les conflits spatiaux. De nombreux marchés, en particulier dans les zones urbaines, sont situés dans des zones où la collecte des déchets solides n'est pas à la hauteur des besoins et où il n'y a pas assez de locaux où entreposer les produits alimentaires pour éviter qu'ils se dégradentⁱⁱⁱ. Une formation inappropriée aux règles de l'hygiène ou l'absence de tests de la sécurité sanitaire des aliments peuvent aggraver les conditions sanitaires, en particulier lorsque les fournisseurs qui subissent des pertes décident de vendre des aliments avariés ou contaminés. Cependant, la vente d'aliments génère un flux de revenus important, en particulier pour les femmes, et peut fournir une source d'aliments bon

⁸ Groupe d'experts de haut niveau (ONU). 2011. Instabilité des prix et sécurité alimentaire, rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

⁹ D'après l'OMS, la faim cachée est un «un manque de vitamines et de minéraux» et se produit lorsque les aliments consommés manquent des micronutriments nécessaires à la croissance et au développement. Voir: http://www.who.int/nutrition/topics/WHO_FAO_ICN2_videos_hiddenhunger/en/.

marché et accessibles, en particulier dans les zones urbaines. Il y a donc là un compromis à trouver entre la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, la faiblesse des prix, l'accessibilité et, pour les fournisseurs, la possibilité de créer des revenus.

- ◀ **Point principal:** Mieux comprendre le rôle des marchés informels et des fournisseurs dans les zones rurales et les zones urbaines pour évaluer les avantages qu'ils apportent et les risques qu'ils représentent pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Terres et ressources naturelles

32. Recenser les possibilités offertes par l'utilisation intégrée des terres, la gestion des ressources naturelles et la planification de l'économie circulaire¹⁰ dans l'ensemble des territoires: Les mouvements de population posent des difficultés particulières pour l'aménagement du territoire car la demande de terres peut augmenter, dans certaines régions, plus rapidement que la planification elle-même. D'après les Perspectives de la population mondiale (ONU), si la conversion des terres en usage urbain se poursuit au rythme actuel, chaque nouveau résident urbain des pays en développement convertira en moyenne 160 km² de terres non urbaines en terre urbaine d'ici 2025^{liii}. À mesure que les zones urbaines se développent et que les terres sont affectées à d'autres utilisations, ou que les prix des terrains augmentent à proximité des zones urbaines, on constate que, dans certains cas, la production agricole se déplace vers les zones de l'arrière-pays, ou vers d'autres pays, où la terre est moins chère. Cette évolution, qui pose des problèmes pour la gouvernance des terres et les droits des propriétaires et des utilisateurs, peut être également une opportunité puisque des régions enclavées ou éloignées qui étaient délaissées par les investisseurs font désormais l'objet d'une attention croissante. De plus en plus d'informations circulent sur l'utilisation des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts¹¹ dans les zones rurales et urbaines pour mettre en place plus facilement une planification intégrée de l'utilisation des terres qui protège les droits fonciers, et sur l'utilisation des Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires visant à encourager un investissement plus responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires.

33. Il est donc logique, à mesure que les ressources naturelles se raréfient et sont touchées par les effets du changement climatique, de s'appuyer sur une planification plus intégrée des paysages, des écosystèmes et des territoires, qui établit un équilibre entre la disponibilité des ressources naturelles et la demande, et recherche les moyens d'améliorer l'efficacité et la réutilisation. L'utilisation des ressources naturelles et la contribution à la dégradation de l'environnement créent souvent des inégalités, et les aggravent, et on estime que 40 pour cent de tous les conflits violents des 60 dernières années ont été liés aux ressources naturelles^{liiv}. L'attention accrue portée aux systèmes d'économie circulaire permettra de recenser les ressources produites et utilisées dans les zones rurales et urbaines, leurs sous-produits ou flux de déchets, et de déterminer la façon de les diriger vers des usages productifs dans les deux zones^{liv}. Des exemples existent dans ce domaine, notamment l'utilisation des eaux usées pour la production agricole dans les zones rurales, périurbaines et urbaines, les possibilités de production d'énergie à partir des flux de déchets ou des sous-produits pour la cuisson des aliments ou le chauffage des ménages en vue de réduire la demande de produits ligneux.

- ◀ **Point principal:** Évaluer l'utilisation des outils et des directives existants, y compris les outils et les orientations du CSA, afin de garantir la sécurité foncière, d'encourager la planification participative du territoire et l'investissement responsable, et d'inciter les

¹⁰ L'économie circulaire, telle que définie par la Commission européenne, est un système économique «dans laquelle la valeur des produits, des matières et des ressources est maintenue dans l'économie aussi longtemps que possible et la production de déchets est réduite au minimum, [ce qui] constitue une contribution essentielle aux efforts consentis par l'Union pour développer une économie durable». Pour en savoir plus, voir: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52015DC0614>.

¹¹ CSA. 2012. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, Rome (Italie); CSA. 2014. Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, Rome (Italie).

parties prenantes à s'engager en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'agissant des paysages, des écosystèmes et des territoires, en tenant compte des nouvelles dynamiques découlant de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales^{si}.

- ◀ **Point principal:** Recenser les mécanismes permettant d'améliorer l'efficacité et l'utilisation des déchets et des sous-produits pour réduire la demande de ressources naturelles, et de faciliter le renforcement des synergies entre les zones rurales et les zones urbaines.

Agriculture

34. Renforcer les synergies dans la production agricole: des études montrent que si les pertes et le gaspillage alimentaires ne diminuent pas de façon importante, la croissance démographique dans les zones rurales et urbaines sera telle qu'il faudra peut-être une augmentation de 50 à 60 pour cent de la production mondiale d'aliments d'ici 2050. Les zones urbaines et péri-urbaines représentent un pourcentage important de la production agricole, et une étude récente indique que 60 pour cent environ de toutes les cultures irriguées et 35 pour cent de toutes les cultures pluviales se trouvent à moins de 20 kilomètres des villes^{svii}. On constate également un intérêt croissant pour l'agriculture urbaine^{sviii}, la «végétalisation» des espaces urbains ainsi que le développement d'une foresterie urbaine et d'espaces verts à usage mixte, certains n'hésitant pas à parler de «ruralisation» des zones urbaines^{lix}. Des estimations indiquent qu'un milliard de personnes cultivent et pêchent dans les villes, ce qui signifie que 15 à 20 pour cent des approvisionnements alimentaires mondiaux proviennent des zones urbaines^{lx}. L'agriculture verticale et les jardins suspendus sont des exemples de domaines qui suscitent un intérêt croissant et de moyens d'intégrer l'agriculture dans les zones urbaines, où l'espace fait l'objet d'une compétition rude. Cela étant, l'agriculture continuera, au moins à court terme et dans une large proportion, d'avoir sa place dans des zones classées «rurales».

35. Face à la nécessité, de plus en plus impérative, de raccourcir les chaînes de valeur, de nombreuses villes et d'économies développées privilégient l'achat de produits et services disponibles localement. Cependant, en raison de la demande croissante émanant des zones urbaines et de la rareté des terres dans les milieux périurbains, les chaînes de valeur ont tendance, dans de nombreux cas, à rallonger au niveau national, interrégional ou international. Le rallongement des chaînes de valeur locales et régionales est une opportunité à saisir pour les acteurs intermédiaires et les zones urbaines de petite et moyenne dimension^{lxi}. Il peut aussi poser des problèmes car la production agricole peut se déplacer vers des zones moins réglementées et entraîner une externalisation des effets négatifs. L'évolution des modes de consommation et les nouvelles demandes des consommateurs ruraux et urbains, qui abandonnent progressivement les céréales, offrent également l'opportunité de développer la production de produits périssables. D'autres opportunités existent, notamment de continuer à étudier la façon d'établir un lien plus direct entre les petits producteurs^{lxii} (ruraux, urbains, agriculteurs, pêcheurs ou forestiers) et les consommateurs, en vue de transférer à ces derniers la plus grande valeur ajoutée par le producteur^{lxiii}, de réduire les pertes et les gaspillages alimentaires^{lxiii}, d'accroître l'accès à des produits alimentaires plus frais et nutritifs^{lxiii}, et d'informer les consommateurs sur l'origine des produits qu'ils consomment. Enfin, de nombreuses opportunités sont prometteuses, notamment l'agriculture communautaire, la vente directe à la ferme, les marchés de producteurs et les coopératives, qui présentent des avantages positifs aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs^{lxiv}. À cet égard, il convient de mentionner le potentiel croissant que représentent les aliments produits localement par des agriculteurs professionnels et non professionnels, thème qui sera abordé ci-après dans la partie consacrée aux revenus non agricoles.

- ◀ **Point principal:** Recenser les possibilités d'intégrer et d'améliorer la productivité de l'agriculture dans des contextes urbains et péri-urbains.

¹² Building on outcomes of the forthcoming CFS Policy Recommendations on Connecting Smallholders to Markets

¹³ HLPE. 2014. Pertes et gaspillage de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables: Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (Rome).

- ◀ **Point principal:** Indiquer comment les producteurs ruraux et urbains peuvent tirer davantage profit (revenus et accès à des aliments plus nutritifs) de leur participation à des chaînes de valeur locales et régionales¹⁴.

Main-d'œuvre et mobilité

36. Recenser les possibilités de créer des revenus agricoles et non agricoles: la concentration de l'emploi dans les zones urbaines est un des principaux facteurs déterminants de l'urbanisation et de la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Les débats autour de la transformation rurale portent souvent sur l'élément main-d'œuvre/emploi et l'abandon progressif de l'agriculture et sur ce que cela signifie pour la proportion considérable de la population qui passe d'un emploi agricole à temps partiel à un emploi non agricole à temps plein^{ixv}. L'essor des petites villes et agglomérations et leur urbanisation progressive montre que les zones rurales ne sont pas habitées que par des agriculteurs, mais comptent également un nombre croissant de personnes qui travaillent dans les domaines de la transformation, de la réparation et de l'entretien, du commerce, du transport, de l'éducation, des services de santé et d'autres. Les personnes qui travaillent dans ces domaines achètent leurs aliments sur les marchés, et même celles qui sont encore actives dans la production primaire ont souvent un autre revenu, qui peut-être leur revenu primaire ou une source secondaire comme les envois de fonds. Les données relatives à l'emploi peuvent parfois se concentrer uniquement sur l'emploi primaire et ne pas tenir compte des diverses activités rémunératrices que de nombreux foyers mènent en parallèle. Des données plus récentes semblent indiquer que les ménages agricoles participent de plus en plus à des activités non agricoles rémunératrices^{ixvi}. Dans la mesure où les revenus non agricoles deviennent de plus en plus importants en raison de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales, les possibilités et les problèmes d'emploi méritent d'être mieux étudiés, au vu notamment des populations extrêmement jeunes qui vivent dans de nombreux pays en développement. En Afrique, 300 millions de jeunes devraient entrer sur le marché de l'emploi au cours des 15 prochaines années et plus de 700 millions dans les trois prochaines décennies^{ixvii}.

- ◀ **Point principal:** Recenser les moyens d'améliorer la création de revenus tirés des activités agricoles et non agricoles en ciblant particulièrement les petits producteurs, les femmes et les jeunes¹⁵, étant entendu que la production à temps plein ne peut pas leur garantir des moyens de subsistance suffisants ou n'est pas systématiquement le choix préférentiel de tous les producteurs.

37. Gérer la migration pour réduire les risques et améliorer les possibilités: accroître la mobilité signifie que la migration ne peut pas être une décision à long terme, car de nombreux migrants ruraux-urbains retournent dans les zones rurales dans un délai très court. La migration est souvent mentionnée d'une manière négative alors que, dans de nombreux cas, elle présente également des opportunités à saisir. Par exemple, les fonds envoyés par les migrants vers les zones locales sont souvent des éléments clés du soutien des moyens de subsistance en milieu rural et de la diversification des risques. La valeur des envois de fonds internationaux pour les pays en développement dépassait 400 milliards d'USD en 2011 et représentait, dans certains pays, jusqu'à 20 pour cent du PIB^{ixviii}. Les migrants font partie des plus grands investisseurs dans les communautés rurales, même lorsqu'ils luttent eux-mêmes pour répondre à leurs propres besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cependant, dans une enquête réalisée en 2011 sur les politiques démographiques, 82 pour cent des pays en développement ont indiqué qu'ils avaient mis en œuvre des politiques visant à freiner la migration du milieu rural vers les zones urbaines^{ixix}. Les migrants et les personnes déplacées se déplacent souvent en raison des situations de conflit ou des catastrophes naturelles, de la dégradation de l'environnement,

¹⁴ Tirer parti des résultats des prochaines recommandations du CSA: Mettre en relation les petits exploitants et les marchés; CSA. 2012. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, Rome (Italie); CSA. 2014. Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, Rome (Italie).

¹⁵ Intégrer les recommandations du prochain rapport SOFA 2017 sur *la transformation de l'agriculture et des systèmes alimentaires et les opportunités et les défis qui en découlent pour la sécurité alimentaire et la réduction durable de la pauvreté*.

et en grande partie à cause de la détresse économique et de l'insécurité alimentaire. Compte tenu des coûts élevés de la migration et des incertitudes liées à ce phénomène, une grande partie de la migration se produit à l'intérieur des frontières nationales.

- ◀ **Point principal:** Recenser les moyens d'améliorer les compétences des migrants et d'en tirer parti pour faire davantage concorder les débouchés et la main-d'œuvre disponible, ce qui peut contribuer à la croissance et au développement
- ◀ **Point principal:** Recenser les moyens de faire en sorte que les migrations n'aient pas d'incidences négatives sur l'environnement ni sur les conditions sociales et économiques dans le continuum rural-urbain et ne contribuent pas à accroître les inégalités et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Services, infrastructures et protection sociale

38. Améliorer la protection sociale ¹⁶, les services et la fourniture d'infrastructures pour répondre aux besoins et combler les lacunes: des problèmes existent dans ce domaine, en particulier la mobilité et la migration croissantes des populations, ainsi que la capacité de mettre en place des infrastructures adéquates et de fournir des services aux populations en croissance rapide et aux personnes qui peuvent vivre et travailler dans différentes zones ou qui font des va-et-vient entre des zones, notamment les travailleurs migrants et les travailleurs saisonniers. Il existe également des possibilités de fournir des services de qualité à une plus grande partie de la population et de créer des débouchés rémunérateurs dans un nombre croissant de petites villes et d'agglomérations plus diverses. La compréhension de la dynamique et de la fluidité de la migration pose également des difficultés ainsi que les mesures à prendre pour allouer des ressources de manière à adapter les services et les infrastructures à cette fluidité. L'un des obstacles est le manque d'études et de données sur les migrations. Mais il est également possible de fournir un éventail plus large de solutions pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des pauvres, ruraux et urbains, en fonction de leurs compétences, de leurs besoins et de leurs souhaits, et d'adapter les solutions pour répondre aux nouvelles dynamiques. Il existe enfin des possibilités d'établir des liens entre les régimes de protection sociale et la résilience des moyens d'existence, par exemple la distribution de denrées alimentaires provenant de producteurs locaux à ceux qui reçoivent une aide alimentaire.

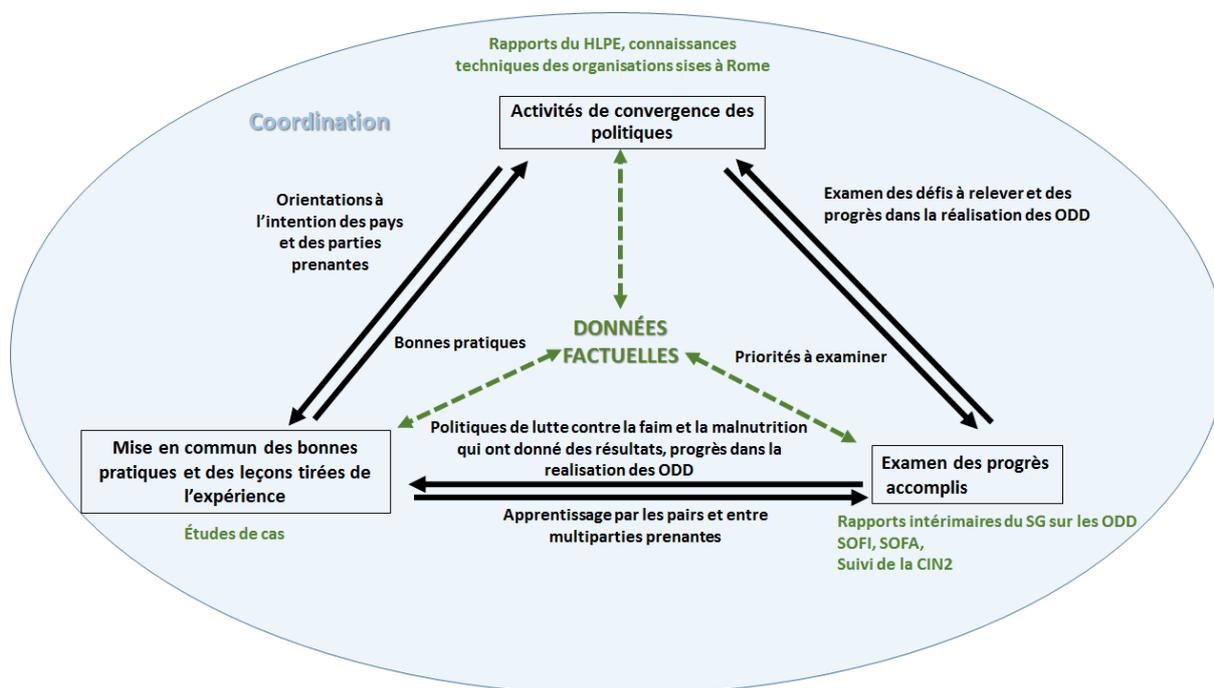
- ◀ **Point principal:** Étudier comment allouer des ressources aux services, aux infrastructures et à la protection sociale de manière à faire face à une mobilité accrue (dans le cadre ou non d'une migration, d'une migration circulaire, et de migrations de courte durée), à la situation illégale de nombreux migrants, et/ou à la situation des personnes qui travaillent et vivent dans deux zones (zone rurale/zone urbaine) différentes.

Le rôle du CSA

39. Le CSA a trois fonctions interdépendantes, qui se renforcent mutuellement, qui contribuent à sa mission de coordination au niveau mondial, qui orientent la nature de ses activités et qui sont résumées dans le tableau ci-dessous. Dans ce cadre, les options qui sont décrites dans la présente section serviront de base de discussion et de décision sur le rôle possible du CSA durant la quarante-troisième session du CSA.

¹⁶ Groupe d'experts de haut niveau. 2012. La protection sociale pour la sécurité alimentaire: Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome (Italie).

Cadre de coordination du CSA à l'échelle mondiale



Option 1 – Recommandations sur les politiques

40. Le Forum sur l'urbanisation, la transformation des zones rurales et les incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui se tiendra à la quarante-troisième session du CSA, permettra à l'ensemble des intervenants d'échanger des vues et des expériences pratiques sur les défis, les opportunités et les résultats positifs qu'ils ont constatés suite à l'adoption d'approches rurales-urbaines plus intégrées.

41. Au vu des conclusions du Forum, des études et des initiatives existantes décrites dans le présent document, le CSA peut charger le Groupe de travail à composition non-limitée de convoquer une réunion de deux jours en 2017 pour parvenir à un accord sur des recommandations concernant les domaines nécessitant une attention au niveau des politiques¹⁷, tels qu'identifiés dans le présent document de référence. Cette option, qui s'appuiera sur les éléments fournis dans les rapports précédents du Groupe d'experts de haut niveau et les travaux du CSA déjà réalisés sur des thèmes qui sont pertinents pour les approches rurales-urbaines intégrées, ne prévoit pas l'examen approfondi des enseignements tirés des initiatives en cours ou d'autres analyses évaluées par des pairs. Les parties prenantes du CSA auront toujours la possibilité de demander qu'une plus grande attention soit prêtée à l'un des domaines recensés afin que les recommandations sur les politiques soient en phase avec les priorités définies au niveau international.

Calendrier: Cette option peut être réalisée dans le cadre du Programme de travail pluriannuel 2016-2017.

42. L'option 1 part de l'hypothèse que les éléments apportés par le présent document et les travaux antérieurs du CSA sont suffisamment probants pour que l'on puisse élaborer sans réserve des recommandations sur les politiques en 2017. Si les parties prenantes du CSA se rendent compte que le Comité doit poursuivre ses travaux pour mieux comprendre les défis à relever et les opportunités à

¹⁷ Voir l'annexe A.

saisir dans le contexte des nouvelles dynamiques rurales-urbaines, les options supplémentaires suivantes peuvent être proposées:

Option 2 – Recueil des approches efficaces en matière de politiques

43. Au vu des conclusions du Forum, le CSA peut charger le Groupe de travail à composition non-limitée de convoquer une réunion de deux jours en 2017 pour échanger des expériences et parvenir à une connaissance commune des bonnes pratiques. Le premier jour, des parties prenantes et des pairs pourraient participer à des activités ciblées d'échange de bonnes pratiques et de formation visant à recenser des exemples concrets de mesures efficaces de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte des nouvelles dynamiques rurales-urbaines. Dans le cadre de cette fonction, le CSA peut également solliciter la participation d'initiatives et d'organismes pertinents, notamment, mais sans exclusive, ONU-HABITAT et le réseau du Pacte de Milan sur la politique alimentaire en milieu urbain. La deuxième journée pourrait être consacrée à l'examen de la compilation des bonnes pratiques recensées, qui est un recueil d'approches efficaces en matière de politiques, et qui sera soumis à la quarante-quatrième session du CSA. La réunion de deux jours ne se déroulera pas sur deux jours consécutifs afin que le Secrétariat ait suffisamment de temps pour élaborer le projet de recueil, et que les membres et les parties prenantes puissent consulter les groupes qu'ils représentent.

Calendrier: Cette option peut être réalisée dans le cadre du Programme de travail pluriannuel 2016-2017.

Option 3 – rapport du Groupe d'experts de haut niveau

44. Le Groupe de travail à composition non limitée sur le Programme de travail pluriannuel, qui continue à définir les priorités des activités du CSA pour l'exercice biennal 2018-2019, pourrait envisager un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur le thème général de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales ou sur l'une des questions spécifiques qui relèvent de ce thème générique.

45. Un rapport du HLPE sur la question pourrait faire le point sur des éléments factuels supplémentaires et fournir une analyse systémique des changements de politiques qui seraient nécessaires pour répondre de façon adéquate aux incidences directes et indirectes de la croissance rapide de la population urbaine sur les systèmes alimentaires. Il pourrait également fournir des éléments factuels sur la façon dont les producteurs, en particulier les petits exploitants, sont touchés par les nouvelles dynamiques rurales-urbaines et sur la nature des politiques qui permettraient d'améliorer la planification des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans l'ensemble des territoires.

46. Le rapport viendrait combler une lacune au niveau mondial et contribuerait à concrétiser la vision du CSA – un monde libéré de la faim – en renforçant la capacité des pays à formuler des politiques qui soient en phase avec les nouvelles dynamiques urbaines et rurales.

Calendrier: Dans cette option, les travaux sur l'urbanisation et la transformation des zones rurales seraient effectués dans le cadre du Programme de travail pluriannuel 2018-2019.

Option 2+3 – l'outil de politique générale s'appuie sur le rapport du Groupe d'experts de haut niveau et sur un recueil des approches efficaces en matière de politiques

47. Le rapport documenté et validé du Groupe d'experts de haut niveau, ainsi que le recueil des approches efficaces en matière de politiques, serviraient de points de départ pour élaborer un outil de politique générale du CSA – par exemple des lignes directrices ou des principes autonomes, après 2019 – tirant pleinement parti des trois fonctions susmentionnées, dans le cadre de la coordination que le CSA assure au niveau mondial. D'autres sources d'informations pourraient également être envisagées, comme les examens thématiques du Forum politique de haut niveau.

Calendrier: Dans cette option, les travaux sur l'urbanisation et la transformation des zones rurales seraient effectués dans le cadre du Programme de travail pluriannuel 2018-2019, voire au-delà.

Annexe A. Urbanisation, transformation des zones rurales et incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition: domaines nécessitant une attention au niveau des politiques

Gouvernance	Gouvernance multi-niveaux, multisectorielle et multipartite:
	Ne concerne pas uniquement les acteurs multipartites mais vise également ceux qui ont un intérêt direct.
Données	Données qui reflètent les nouvelles dynamiques et étayent les décisions prises en matière de politiques.
Modes de consommation et nutrition	Comprendre l'évolution des modes de consommation et leurs effets du point de vue de l'adoption d'une alimentation saine et durable.
	Déterminer l'incidence de la croissance des marchés et fournisseurs informels sur la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition
Terres et ressources naturelles	Recenser les possibilités offertes par l'utilisation intégrée des terres, la gestion des ressources naturelles et la planification de l'économie circulaire dans l'ensemble des territoires.
Agriculture	Renforcer les synergies dans la production agricole.
Main-d'œuvre et mobilité	Recenser les possibilités de créer des revenus agricoles et non agricoles.
	Gérer les migrations de manière à réduire les risques et à accroître les opportunités.
Services, infrastructures et protection sociale	Améliorer la protection sociale ainsi que la fourniture de services et d'infrastructures pour répondre aux besoins et combler les lacunes.

- i Département des affaires économiques et sociales (DAES). 2014. Revision of World Urbanization Prospects [rapport sur la révision des perspectives de la population mondiale].
- ii Seto, K.C., Reenberg, A., Boone, C.G., Fragkias, M., Haase, D., Langanke, T., Marcotullio, P., Munroe, D.K., Olah, B. and Simon, D., 2012. Urban land teleconnections and sustainability. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(20), pp.7687-7692.
- iii Seto, K.C. and Ramankutty, N., 2016. Hidden linkages between urbanization and food systems. *Science*, 352(6288), pp.943-945.
- iv *Idem*.
- v Lowder, S.K., Scoet, J. and Singh, S., 2014. What do we really know about the number and distribution of farms and family farms worldwide? Document d'information élaboré pour le rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014. FAO, document de travail de la Division de l'économie du développement agricole n° 14-02. Rome, FAO.
- vi Seto and Ramankutty, 2016.
- vii Olinto, P.; Beegle, K.; Sobrado, C.; Uematsu, H., 2013. The State of the Poor: Where are the poor, where is extreme poverty harder to end, and what is the current profile of the world's poor. *Economic Premise*, World Bank. Washington D.C. Voir: <http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/EP125.pdf>
- viii Mitlin, D. and Satterthwaite, D., 2013. *Urban poverty in the global South: scale and nature*. New York: Routledge.
- ix ONU-Habitat 2012. *The State of the World's Cities Report 2012/2013: Prosperity of Cities [Rapport sur l'état des villes dans le monde: prospérité des villes]* Nairobi: Programme des Nations Unies pour les établissements humains.
- x Crush, J. and Frayne, B. 2010. *The Invisible Crisis: Urban Food Security in Southern Africa*, Urban Food Security Series No.1. Queen's University and AFSUN: Kingston and Cape Town.
- xi Objectifs de développement durable.
- xii Deuxième Conférence internationale sur la nutrition.
- xiii Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables.
- xiv Pacte de Milan sur la politique alimentaire en milieu urbain.
- xv Communiqué du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture au huitième Sommet des ministres de l'agriculture à Berlin (2016).
- xvi ONU-Habitat III: avant-projet du nouvel Agenda urbain, 18 juin 2016.
- xvii La prise de conscience progressive de la nécessité d'envisager les liens entre les zones rurales et urbaines d'une manière plus intégrée et globale a débouché sur un certain nombre d'initiatives qui couvrent ce sujet de différentes façons. Exemples:
- **Programmes «Des aliments pour les villes» de la FAO**, www.fao.org/fcit/fcit-home/en/
 - **Plate-forme collaborative pour les systèmes alimentaires ville/région**, www.cityregionfoodsystems.org/
 - **Institut international pour l'environnement et le développement (IIED): Reframing the debate on urbanizations, rural transformation and food security** [Recadrer le débat sur l'urbanisation, la transformation rurale et la sécurité alimentaire], <http://pubs.iied.org/17281IIED.html>;
 - Activités du **Groupe d'experts internationaux sur les systèmes alimentaires durables** concernant le rôle des villes dans la mise en place de systèmes alimentaires durables; <http://www.ipes-food.org/reports/>;
 - **Travaux du FIDA sur les approches territoriales**, les liens ruraux-urbains et la transformation rurale inclusive, <https://www.ifad.org/pub/thematic>.
- xviii Setchiping, R.; Kago, J.; Zhang, X.Q.; Augustinus, C.; Tuts, R. 2014. *Role of Urban-Rural Linkages in Promoting Sustainable Urbanization*, Environment and Urbanization ASIA 5 (2) 219-234, National Institute of Urban Affairs, Sage Publications.
- xix Tacoli, C., 2015. The crucial role of rural-urban linkages [Le rôle crucial des liens ruraux-urbains]. Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, EXPO 2015. Voir: <http://www.oecd.org/swac-expo-milano/presentationssanddocuments/session-1-insight-tacoli-iied.pdf>

xx Forster, T.; Santini, G.; Edwards, D.; Flanagan, K.; Taguchi, M. 2015. Strengthening Urban Rural Linkages Through City Region Food Systems, Paper for a joint UNCRD-UN Habitat issue of the Regional Development Dialogue, Vol 35 on “Urban-Rural Linkages in Support of the New Urban Agenda.”

xxi Buettner, T., 2014. Urban Estimates and Projections at the United Nations: the Strengths, Weaknesses, and Underpinnings of the World Urbanization Prospects, Spatial Demography 2014 2 (2). Voir: http://spatialdemography.org/wp-content/uploads/2014/03/Buettner_in-press.pdf

xxii *Idem*

xxiii Berdegue, J., Rosada, T., Bebbington, A., 2014. Chapter 27, The Rural Transformation: Environment and Health, <http://www.developmentideas.info/chapter/rural-transformation/>

xxiv Tacoli, C.; McGranahan, G.; Satterthwaite, D. 2015. Urbanisation, rural-urban migration and urban poverty. IIED working paper. IIED, London, <http://pubs.iied.org/10725IIED>

xxv Conseil des droits de l'homme, trentième session, 2015. Rapport scientifique sur le rôle des administrations locales dans la promotion et la protection des droits de l'homme, A/HRC/30/49.

xxvi OIT. 2012. Recommandation sur les socles de protection sociale, Genève, cent-unième session de la CIT.

xxvii UNDP. 2006. Taking Gender Equality Seriously.

xxviii Tacoli, C. and Satterthwaite, D., 2013. Editorial: Gender and urban change: <http://eau.sagepub.com/content/25/1/3.full.pdf+html>

xxix FAO. 2011. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011: Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler l'écart entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, Rome (Italie). <http://www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e.pdf>

xxx UNFPA. 2014. Etat de la population mondiale 2014.

xxxi USDA. 2014. U.S. Farms and Farmers: Primary Report Highlights. Voir: https://www.agcensus.usda.gov/Publications/2012/Preliminary_Report/Highlights.pdf

xxxii Guo, G., Wen, Q. and Zhu, J., 2015. The Impact of Aging Agricultural Labor Population on Farmland Output: From the Perspective of Farmer Preferences. *Mathematical Problems in Engineering*, 2015.

xxxiii Leclère, D., Havlík, P., Fuss, S., Schmid, E., Mosnier, A., Walsh, B., Valin, H., Herrero, M., Khabarov, N. and Obersteiner, M., 2014. Climate change induced transformations of agricultural systems: insights from a global model. *Environmental Research Letters*, 9(12), p.124018.

xxxiv Tacoli, C.; Bukhari, B.; Fisher, S., 2013. Urban poverty, food security and climate change, Human Settlements Working Paper No 37, Rural-urban interactions and livelihoods strategies. IIED, London: <http://pubs.iied.org/pdfs/10623IIED.pdf>

xxxv *Idem*

xxxvi Hoornweg, D., Sugar, L. and Gomez, C.L.T., 2011. Cities and greenhouse gas emissions: moving forward. *Environment and Urbanization*, p.0956247810392270.

xxxvii *Idem*

xxxviii Berry, E.M., Dernini, S., Burlingame, B., Meybeck, A. and Conforti, P., 2015. Food security and sustainability: can one exist without the other? *Public health nutrition*, 18(13), pp.2293-2302.

xxxix Rapport de la conférence internationale intitulée «L'approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle», organisée à Milan (Italie).

xl Conseil des droits de l'homme, trentième session, 2015. Rapport scientifique sur le rôle des administrations locales dans la promotion et la protection des droits de l'homme, A/HRC/30/49.

- xli Initiatives régionales de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes; Rural-Urban Linkages, Urban Agriculture Magazine; Milan Urban Food Policy Pact, Selected Good Practices from Cities; Organic and conventional public food procurement for youth in Italy.
- xlii Kent, G. 2014. Building Nutritional Self-reliance, University of Hawaii, Honolulu (Hawaii).
- xliii Wei et al. 2013. Housing density and housing preference in Bangkok's low income settlements. Working Paper. International Institute for Environment and Development, London.
- xliv Sohel Ahmed, Edwin Simiyu, Grace Githiri, Alice Sverdlik and Shadrack Mbaka. 2015. Cooking up a storm: Community led mapping and advocacy with food vendors in Nairobi's informal settlements. IIED Working Paper. IIED, London.
- xlv OCDE, FAO, Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), Comune di Milano, UN EXPO. 2015. Rapport de la conférence internationale intitulée «L'approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle», organisée les 19-20 octobre à Milan (Italie). Rapport de conférence publié à l'adresse: <http://www.oecd.org/regional/regional-policy/Territorial-FSN-report.pdf>
- xlvi Rapport de la conférence internationale intitulée «L'approche territoriale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle», organisée à Milan (Italie).
- xlvii FAO. 2016. Food for the Cities Programme. Looking beyond city limits [Programme «Aliments pour les villes: dépasser le cadre urbain»]. Voir: <http://www.fao.org/in-action/food-for-cities-programme/approach/crfs/en/>
- xlviii FAO. 2013. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition, Rome (Italie); FAO. 2011. Aliments pour les villes, document de synthèse sur l'initiative multidisciplinaire, Rome (Italie).
- xliv UNCSN Statement. 2015. Nutrition Security of Urban Populations at the Sixth World Urban Forum, Naples, Italy; Walker, R.; Keane, C.; Burke, J. 2010. Disparities and access to healthy food in the United States: A review of food deserts literature. *Health & Place*, Vol 16, Issue 5, September 2010, pp 876-884
- l Tschirley, D.L., Snyder, J., Dolislager, M., Reardon, T., Haggblade, S., Goeb, J., Traub, L., Ejobi, F. and Meyer, F., 2015. Africa's unfolding diet transformation: implications for agrifood system employment. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*, 5(2), pp.102-136.
- li Sohel Ahmed, Edwin Simiyu, Grace Githiri, Alice Sverdlik and Shadrack Mbaka. 2015. Cooking up a storm: Community led mapping and advocacy with food vendors in Nairobi's informal settlements. IIED Working Paper. IIED, London.
- lii Aranda, Edwin Simiyu, Grace Githiri, Alice Sverdlik et Shadrack Mbaka. 2015. Cooking up a storm: Community led mapping and advocacy with food vendors in Nairobi's informal settlements. IIED Working Paper. IIED, London.
- liii Roberts, B. 2014. Managing Systems of Secondary Cities: Policy Responses in International Development, Cities Alliance, Belgium.
- liv Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2009. Du conflit à la consolidation de la paix. Le rôle des ressources naturelles et de l'environnement. Genève.
- lv Lee-Smith, D. 2010. Cities feeding people: an update on urban agriculture in equatorial Africa, *Environment and Urbanization*, International Institute for Environment and Development (IIED); Lee Smith, D. 2013. Which way for UPA in Africa?, *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, 17:1, 69-84.
- lvi Wehrmann, B. and Antonio, D. 2015. Applying the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure (VGGT) in Urban and Peri-Urban Areas: An Exploratory Framework, 2015, World Bank Conference on Land and Poverty, Washington DC.
- lvii Thebo, A.L., Drechsel, P. and Lambin, E.F., 2014. Global assessment of urban and peri-urban agriculture: irrigated and rainfed croplands. *Environmental Research Letters*, 9(11), p.114002.
- lviii Soulard, C.T.; Banzo, M.; Perrin, C.; Valette, E. 2015. Urban strategies and practices for agriculture and food: six Mediterranean case studies. Deuxième conférence internationale sur l'agriculture dans une société urbanisée: reconnecter l'agriculture et les filières alimentaires aux besoins de la société, 14-17 septembre 2015, Rome (Italie); Robineau, O., 2015. Toward a systemic analysis of city-agriculture interactions in West Africa: A geography of arrangements between actors. *Land Use Policy*, 49, pp.322-33.

lix McGranahan, G. and Satterthwaite, D.2014. Urbanization concepts and trends. IIED Working Paper. IIED, London. <http://pubs.iied.org/pdfs/10709IIED.pdf>

lx FAO. 2015. <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/en/whyuph/foodsecurity.html>

lxi Reardon, T., 2015. The hidden middle: the quiet revolution in the midstream of agrifood value chains in developing countries. *Oxford Review of Economic Policy*, 31(1), pp.45-63.

lxii Chapoto, A.; Haggblade, S.; Hichaambwa, M.; Kabwe, S.; Longabaugh, S.; Sitko, N.; Tschirley, D. 2013. Institutional models for accelerating agricultural commercialization: Evidence from post-independence Zambia, 1965-2012. In E. Hillbom &P. Svensson (Eds.), *Agricultural Transformation in Global History Perspective* (pp.281-310): Londres: Routledge.

lxiii Lee-Smith, D. and Lamba, D.2015. Nutrition and Urban Agriculture in Sub-Saharan African Cities. *Right to Food and Nutrition Watch*, Issue 7 2015.

lxiv Wilkins, J.; Farrell, T.; and Rangarajan, A. 2015. Linking vegetable preferences, health and local food systems through community-supported agriculture. *Public Health Nutrition*, 18 (13), pp. 2393-3401;

Bloom; J.D. and Hinrichs, C.C. 2011. Informal and Formal Mechanisms of Coordination in Hybrid Food Value Chains. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 1 (4).

lxv Chapoto, A.; Haggblade, S.; Hichaambwa, M.; Kabwe, S.; Longabaugh, S.; Sitko, N.; Tschirley, D. 2013. Institutional models for accelerating agricultural commercialization: Evidence from post-independence Zambia, 1965-2012. In E. Hillbom &P. Svensson (Eds.), *Agricultural Transformation in Global History Perspective* (pp.281-310): London: Routledge.

lxvi Berdegue J. A. and Proctor F.J. with Cazzuffi C., 2014. *Inclusive Rural-Urban Linkages*. Working Paper Series N123. Working Group: Development with Territorial Cohesion. Territorial Cohesion for Development Program. Rimisp, Santiago, Chile.

lxvii Tschirley *et al.* 2015.

lxviii Roberts, B.2014. Managing Systems of Secondary Cities: Policy Responses in International Development, Cities Alliance, Belgium.

lxix ONU. 2013. World Population Policies 2011 [Politiques de tous les Etats membres et Etats non membres en matière de population]. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.